



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 26 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EDF TAC**

16 allée Marcel Paul  
77360 Vaires-sur-Marne

Références : E/23-0818

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2023 dans l'établissement EDF TAC implanté site de la centrale thermique chemin du gué launay 77360 Vaires-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 07/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a informé l'Inspection de la tenu d'un exercice POI le 31 mars 2023. C'est à ce titre que l'Inspection s'est rendue sur site pour une visite d'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF TAC
- site de la centrale thermique chemin du gué launay 77360 Vaires-sur-Marne
- Code AIOT : 0006512368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF exploite à Vaires-sur-Marne trois turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fuel domestique. Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique). L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan d'Organisation Interne

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive



pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Données et informations devant figurées dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a trouvé le site propre et bien tenu. Dans le cadre de l'exercice POI, l'Inspection était présente en tant qu'observateur. L'exercice consistait en un départ de feu dans une cuvette de rétention d'un réservoir de FOD d'une capacité de 6500 m<sup>3</sup>. L'Inspection a observé la réactivité des équipes opérationnelles et le respect des procédures du POI.

Toutefois, l'Inspection s'interroge sur le nombre de scénarios retenus dans le POI par rapport au nombre de phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Existence du POI et réalisation d'exercices
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Plan d'opération interne.</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014. Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Le POI dans sa version 2022 contient la fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence. Il s'agit notamment du directeur du site ou de l'astreinte de direction.</p> <p>De même, le POI dans sa version 2022 désigne la fonction de la personne en charge de la direction des opérations interne (DOI).</p> <p>Lors de l'exercice POI du 31 mars 2023, la DRIEAT a été contactée, comme le prévoit la fiche réflexe "Directeur Stratégie Communication" du POI.</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection le compte-rendu de l'exercice POI du 17 février 2022, lequel mentionne les points d'amélioration.</p> <p>A l'issue de l'exercice POI du 31 mars 2023, l'Inspection a pu constater la réalisation de ces points d'amélioration :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les données demandées en cellule de crise sont maintenant disponibles sur le réseau informatique de l'exploitant,</li> <li>• 3 à 4 fois par an, l'exploitant réalise une sensibilisation auprès de la maintenance sur les consignes à suivre en cas d'incident.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet





<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, informations contenues dans le POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI dans sa version de 2022 mentionne qu'une des missions du "Directeur Stratégique Communication" (directeur ou astreinte de direction du site) est d'informer les autorités. Pour cette mission, il est assisté pour la "Fonction Communication".</p> <p>En outre, l'étude de danger liste 27 phénomènes dangereux susceptibles de se produire. Le POI contient 16 fiches scénarios en lien avec les phénomènes dangereux retenus dans l'étude de danger. Dans un courriel du 11 avril 2023, l'exploitant indique que les scénarios retenus dans le POI l'ont été selon l'importance de leurs effets.</p> <p>Toutefois, parmi les phénomènes dangereux listés dans l'étude de danger, les suivants ont la même probabilité d'occurrence et le même niveau de gravité dans la matrice de criticité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Incendie dans un réservoir de fuel (PhD1)</li> <li>• Boil-Over (PhD1')</li> <li>• Explosion de réservoir de fuel (PhD2)</li> <li>• Incendie d'un feu de nappe (PhD2)</li> <li>• Explosion dans le local électrique batteries (PhD9)</li> <li>• Explosion interne du groupe électrogène diesel (PhD12)</li> </ul> <p>Il en est de même pour les phénomènes dangereux suivants dont l'étude de danger souligne qu'il s'agit de phénomènes à surveiller du fait de leur position dans la matrice de criticité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Incendie de matériel ou locaux électriques (PhD18)</li> <li>• Pollution par les circuits, canalisations de fuel (hors dépotage) (PhD20)</li> </ul>

**Observation n°20233103-1 :** les phénomènes dangereux n° 1', 2, 12 et 20 ne font pas l'objet de scénarios dans le POI. L'exploitant justifiera l'arbitrage en défaveur de ces phénomènes dangereux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois